

CHAPITRE VI.

CONCLUSION.

Le gouvernement représentatif n'existe véritablement qu'à trois conditions :

1^o Que la couronne, couverte par un ministère *qui gouverne*, reste toujours dans la haute sphère où la constitution l'a placée ;

2^o Que la Chambre élective, indépendante et jalouse de sa prérogative, soit, en fait comme en droit, le centre réel du gouvernement et le pouvoir prépondérant ;

3^o Que les élections soient libres et pures, et qu'elles produisent ainsi une assemblée qui représente, dans de justes proportions, les droits, les intérêts, les opinions du pays.

Hors de ces trois conditions, on peut avoir l'apparence du gouvernement représentatif ; on n'en a pas la réalité.

Je crois avoir établi que pas une des trois ne se rencontre aujourd'hui. Je crois avoir indiqué en outre quelques-uns des moyens à l'aide desquels on peut les faire revivre.

Mais, pour que, d'une part, ces moyens pénètrent dans la législation ; pour que, de l'autre, ils produisent les bons effets qu'on doit en attendre, il faut qu'ils trouvent dans l'opinion publique, dans l'opinion du dehors un énergique auxiliaire. La citadelle qu'il s'agit de réduire est bien fortifiée, bien défendue, et ne se rendra certes pas à la première sommation. Les intérêts qu'il s'agit de vaincre sont des intérêts considérables, fortement organisés, habilement disciplinés. A mesure que le temps marche, ces intérêts, d'ailleurs, se groupent et s'entremêlent de manière à s'appuyer les uns les autres et à doubler, à tripler ainsi leur force de résistance. C'est donc une campagne longue, difficile, laborieuse que le parti libéral doit entreprendre ; et tout le monde, dans le parti libéral même, n'aime pas ces sortes de campagnes.

Mettre dans la défense de l'intérêt général la même activité, la même persévérance, le même accord que d'autres mettent dans la défense des intérêts privés, voilà la loi qu'une nécessité absolue nous impose. Si nous prétendons réussir promptement et sans peine, il vaut mieux donner notre démission et attendre des temps meilleurs.

Malheureusement, je le sais, la France a toujours été plus renommée pour l'attaque que pour la défense, pour l'enthousiasme que pour la persévérance ; si elle voit en face d'elle un ennemi à combattre, un obstacle à renverser, elle se jette dans la lutte avec un élan admirable ; mais cet élan dure peu. Victo-

rieuse, elle s'endort ; vaincue, elle se décourage : de sorte que trop souvent ses efforts les plus généreux, les plus héroïques restent sans résultat et sans fruit. Si cette disposition est toujours fâcheuse, combien ne le devient-elle pas davantage quand l'ennemi se déguise, quand l'obstacle se dissimule, quand, en un mot, au lieu de se battre en rase campagne, on est condamné à marcher lentement, péniblement à travers un fourré épais ou de profonds marécages ! La victoire alors n'est point au plus brave, mais au plus patient, et la fougue française n'y peut rien.

Encore une fois, si on se sent incapable d'une telle lutte, qu'on ne l'entreprenne pas. Si on l'entreprend, au contraire, qu'on ne s'en retire pas au premier échec.

Cela dit, voyons quelles sont les forces du gouvernement, les forces de l'opposition, et quel usage on peut faire des unes et des autres.

Les forces du gouvernement, tout le monde le sait, sont considérables. Une administration puissamment organisée, qui s'étend comme un réseau sur toute la France et qui, soit par un côté, soit par l'autre, enlace toutes les localités et tous les individus ; la dispensation arbitraire, journalière, d'emplois sans nombre et de faveurs sans limites, ce sont là, dans un temps où l'esprit du lucre étouffe l'esprit politique, des forces immenses, incomparables, telles, qu'à aucune époque, aucun gouvernement n'en a possédé de pareilles. Quant à l'usage qu'on en fait, je l'ai dit et n'y veux pas revenir. Tout le monde sait d'ailleurs

que, depuis plusieurs années, il n'y a pour le gouvernement qu'une question importante, celle des élections. Tout le monde sait qu'auprès de cette question, unique, dominante, exclusive, pâlisent et s'effacent toutes celles qui touchent à la grandeur, à la prospérité, à la liberté de la France. Préparer de bonnes élections, c'est-à-dire des élections qui donnent la majorité à la politique ministérielle, c'est là le but suprême, le but vers lequel on tend par toute espèce de moyens.

Les forces de l'opposition sont bien moindres. Cependant elles ont aussi leur valeur et leur puissance. C'est d'abord, et avant tout, la justice de sa cause, dont la plupart de ses adversaires ont conscience, au fond du cœur. Ce sont ensuite les fautes du gouvernement qui, de temps en temps, éclatent avec assez d'évidence pour que les moins clairvoyants les aperçoivent. Il y a, d'ailleurs, dans les idées de liberté, d'égalité, de dignité nationale quelque chose qui remue les âmes, qui agite les esprits à travers l'égoïsme général; et ces idées, l'opposition est maîtresse, par la parole et par la presse, de les faire pénétrer dans toutes les parties du pays. Elle est maîtresse enfin, malgré quelques entraves, d'opposer à l'organisation officielle du gouvernement une organisation officieuse et de manifester l'esprit qui l'anime partout où l'élection intervient. Telles sont les forces de l'opposition, inférieures à celles du gouvernement, mais considérables encore. Comment en use-t-elle!

Il faut le dire : elle en use à peine , et là surtout est le mal. Quinze jours, un mois avant les élections, elle se réveille , elle s'agite, elle fait grand bruit ; mais, le jour des élections passé, elle retombe presque entière dans son sommeil, dans son repos, dans son silence. C'est tout au plus si elle consent, dans l'intervalle , à surveiller la révision des listes électorales, cette opération, si importante, si décisive, et qui, dans tous les États constitutionnels, excite la sollicitude continuelle de tous les partis. D'ailleurs, point d'associations, point de réunions, rien de ce qui tient l'opinion publique en éveil, en haleine ; rien de ce qui fortifie, de ce qui endurecit, de ce qui prépare à la lutte. Entre deux adversaires dont l'un sort de son repos tous les quatre ans, tandis que l'autre ne se repose jamais, est-il bien étrange que le second soit vainqueur ?

En Angleterre, les choses se passent autrement. La lutte entre les opinions, entre les intérêts, entre les partis est permanente, et s'engage dans toutes les occasions, sur tous les terrains. Pas une question grave qui, avant de se débattre au Parlement, ne se débâte publiquement dans tous les comtés, dans tous les bourgs. Pas une loi importante qui ne fasse naître, d'un côté comme de l'autre, une foule de pétitions. Pas une élection locale où les deux drapeaux, celui du ministère et celui de l'opposition, ne se trouvent en présence. Aussi, en Angleterre, y a-t-il une opinion publique qui pèse sur tous les pouvoirs, avec laquelle tout le monde compte, et qui remporte quel-

quelques fois des victoires inattendues. C'est cette opinion qui imposait, en 1831, la réforme parlementaire au ministère whig ; en 1846, la réforme commerciale au ministère tory. C'est cette opinion qui prépare aujourd'hui d'autres réformes dans l'organisation sociale du pays. Quelquefois sans doute elle s'enivre, elle s'égarè, et les hommes d'État s'honorent en lui résistant. Ce n'en est pas moins une puissance réelle, visible, dont l'appui est recherché par tous, et qui donne à ceux qu'elle favorise autant de confiance que de force.

Qu'on dise où est, en France, cette puissance, et par quels signes elle se manifeste ! Je n'en connais que deux exemples depuis quinze ans : l'hérédité de la pairie, la dotation. Mais le premier est voisin de la révolution de juillet, et le second n'a qu'une importance médiocre.

Mais si, en France, l'opposition parlementaire ne trouve pas dans l'opposition du dehors tout l'appui, toute l'assistance qu'elle aurait droit d'en attendre, n'a-t-elle elle-même aucun reproche à se faire, et ne peut-elle pas, en grande partie au moins, s'attribuer ce triste résultat ? Que font, en Angleterre, après les sessions, les principaux membres de l'opposition parlementaire, ceux qui parlent et ceux qui écrivent ? Assurément leur vie de château, cette vie si splendide, si animée, si séduisante est bien faite pour les retenir, et ils y trouvent des plaisirs auxquels il est toujours difficile de s'arracher. Ils s'y arrachent pourtant, pour parcourir les comtés, pour présider

les réunions publiques, pour assister aux banquets politiques ; ils s'y arrachent pour éclairer, pour ranimer toujours et partout l'opinion publique ; ils s'y arrachent pour soutenir leurs amis, pour combattre leurs adversaires. C'est dans cette double action, dans cette action réciproque du pays sur le Parlement, du Parlement sur le pays, que s'entretient l'esprit politique, que se retrempe l'opinion publique, que s'élabore la pensée nationale. Si Robert Peel, vaincu en 1831 et en 1834, eût attendu paisiblement, dans son cabinet ou dans ses champs, que la fortune lui revînt, croit-on qu'il eût reconstitué le grand parti qui vient de se dissoudre, mais qui, pendant cinq ans, a gouverné l'Angleterre ? Si O'Connell, pendant le cours de sa longue vie, fût resté muet et oisif, croit-on qu'il eût arraché aux préjugés, à l'orgueil anglais l'émancipation catholique d'abord, et bientôt sans doute l'égalité des deux peuples ? Si Villiers, Cobden, Bright se fussent bornés à quelques discours en plein Parlement, croit-on qu'ils eussent fait capituler le ministère et soumis, réduit l'aristocratie territoriale ? La lutte politique n'est pas plus que les autres luttés exempte de soucis et de fatigues, et le succès appartient à ceux qui savent le conquérir à la sueur de leur front.

Dernièrement, au reste, l'Angleterre nous a offert un exemple bien plus curieux, bien plus frappant encore de ce que doit être la vie politique et de ce qu'elle est chez un peuple qui la comprend. Trahi par ses chefs naturels, par ceux-là même qu'il avait

portés au pouvoir, le parti *protectioniste* voit tout à coup ses généraux qui lui manquent et la majorité qui lui échappe. Qui ne croirait que, dans une telle situation, il va s'abandonner lui-même et ouvrir son cœur au découragement? Eh bien! non : le parti *protectioniste* rassemble ses forces, serre ses rangs, et de son sein sort tout à coup un homme de grande famille, à peu près étranger aux affaires, connu seulement comme grand parieur, comme grand chasseur, dont personne ne soupçonnait la capacité politique, et qui, depuis vingt ans au moins, n'avait pas fait un discours. Poussé par la nécessité, inspiré par la nouveauté de sa position, cet homme, rival improvisé des ministres passés et présents, parle avec talent, avec succès, et son parti, d'une voix unanime, lui décerne le commandement. Aussitôt le parieur renonce aux courses, le chasseur vend sa meute, l'homme étranger aux affaires se plonge dans toutes les difficultés de la statistique, de la politique, et le voilà qui, non content d'accomplir ses devoirs parlementaires, va de comté en comté, relevant le drapeau *protectioniste*, ranimant les fermiers, promettant à ses amis une revanche prochaine; le voilà qui, d'accord avec d'autres membres des deux Chambres, reforme ainsi une nouvelle armée, un nouveau parti, le lendemain même de la défaite! Ce sont là les vraies mœurs, les vraies habitudes du gouvernement représentatif. Ces mœurs, ces habitudes sont-elles les nôtres, à nous, qui n'avons pas même su opposer nos banquets d'opposition

aux banquets ministériels de MM. Guizot , Duchâtel et Lacave-Laplagne ?

Je ne veux point vanter l'Angleterre à nos dépens. Elle a ses qualités , nous avons les nôtres. Ce qu'il y a de fâcheux , c'est que les nôtres ne sont pas les plus propres à garder entre l'insurrection et la soumission , entre la révolte et l'obéissance , le milieu qui seul maintient et vivifie les institutions libres. C'est beaucoup de conquérir la liberté par un effort prompt et sublime ; c'est plus encore , de la conserver par des efforts obscurs et journaliers. Aujourd'hui , ces efforts-là sont ceux dont la cause libérale a besoin.

Après la persévérance vient le bon accord , non moins difficile à obtenir. Qu'on ne puisse sans beaucoup de soins , sans beaucoup de bonne volonté , sans beaucoup de tolérance réciproque , réunir , même pour quelques jours , des partis dont les vues sont vraiment divergentes , cela est tout naturel. Ce qui l'est moins , c'est qu'on se donne autant de peine , chez nous , pour faire apparaître des dissidences imaginaires , qu'on s'en donne ailleurs pour en effacer de réelles ; c'est que chaque parti , si petit qu'il soit , tende sans cesse à se diviser en deux ou trois partis , lesquels , à peine formés , tendent à se subdiviser de nouveau ; c'est qu'ainsi l'esprit de coterie remplace l'esprit de parti , et que toute action concertée , toute action commune et puissante devienne à peu près impossible. N'est-ce pas là ce qu'on a vu trop souvent , en France , depuis quelques années ?

Il faut dire toute la vérité : si, pour beaucoup de membres de la majorité ministérielle, il n'y a dans la vie politique qu'une question, faire son chemin; pour quelques membres de l'opposition, en revanche, il n'y a qu'une affaire, se distinguer de ses collègues. Or, quand on n'a pas la taille très-haute, on a plus de chance d'être vu dans un petit groupe que dans la foule. Ajoutez qu'il n'apparaît pas, dans la Chambre ou dans la presse, une dissidence quelconque, sans qu'il se trouve des mains complaisantes pour la recueillir, pour la cultiver, pour la faire fleurir et fructifier.

Je ne dirais rien de ces misères, si elles n'avaient fait plus de tort peut-être à la cause libérale que l'indifférence des uns, l'avidité des autres et toutes les manœuvres ministérielles. Si l'on veut n'être d'un parti qu'à la condition d'aimer tous ceux qui appartiennent à ce parti et d'approuver tout ce qu'ils font, tout ce qu'ils disent, tout ce qu'ils pensent, autant vaut renoncer à la politique et se réfugier dans la solitude. Être d'un parti, c'est mettre en commun une certaine somme d'idées et de desseins, avec l'engagement tacite de ne point se séparer avant que ces desseins soient accomplis et ces idées réalisées. Cela n'empêche et ne doit empêcher, sur tout le reste, ni les penchants divers ni les vues séparées.

Je prie qu'on ne cherche dans mes paroles aucune application personnelle. Ce n'est pas tel ou tel de mes collègues que j'attaque, c'est une maladie fort commune que je décris, une maladie dont, en An-

gleterre même, le gouvernement représentatif a souffert plus d'une fois.

« Quand les hommes sont liés ensemble et forment
» un parti, écrivait Burke, en 1770, ils peuvent
» aisément s'avertir, se donner mutuellement l'a-
» larme, au moment même où les mauvais desseins
» apparaissent. Ils peuvent en outre sonder ces des-
» seins en commun et s'y opposer avec toutes leurs
» forces réunies. Quand, au contraire, ils sont dis-
» persés, sans concert, sans ordre, sans discipline,
» les communications sont incertaines, l'accord dif-
» ficile, la résistance impossible. Tant que les hom-
» mes ignorent quels sont leurs principes, tant qu'ils
» n'ont pas, par des efforts communs, fait l'épreuve
» de leurs talents, de leurs dispositions, de leurs
» habitudes réciproques, il est évident qu'ils ne peu-
» vent jouer un rôle public avec uniformité, avec
» persévérance, avec efficacité. Dans une associa-
» tion, l'homme le moins considérable, en augmen-
» tant le poids total, a sa valeur et son utilité. Dans
» l'état de division, les plus grands talents devien-
» nent inutiles au public. Aucun homme, s'il n'est
» égaré par le délire de l'amour-propre, ne peut se
» flatter que ses efforts isolés, passagers, non sys-
» tématiques, aient jamais le pouvoir de déjouer les
» trames habiles et les intrigues combinées de quel-
» ques citoyens ambitieux. Quand les méchants se
» liguent, il faut que les bons s'associent, autrement
» ils tomberaient un par un, victimes peu dignes de
» pitié, dans une lutte méprisable... Pour l'homme

» qui a reçu de ses concitoyens une mission impor-
 » tante, ce n'est pas assez de vouloir le bien de son
 » pays ; ce n'est pas même assez de pouvoir dire
 » qu'on n'a jamais commis une mauvaise action,
 » mais qu'on a toujours voté, parlé selon sa con-
 » science, et résisté à tous les actes qu'on regardait
 » comme nuisibles. Le devoir oblige non-seulement
 » à voir le bien et à le montrer, mais à faire tous ses
 » efforts pour le faire prévaloir ; non-seulement à
 » signaler le mal et à le combattre, mais à ne rien
 » négliger pour en venir à bout. Quand l'homme
 » public refuse ou néglige de se mettre dans une po-
 » sition où il puisse faire son devoir avec effet,
 » il manque à son devoir presque autant que s'il le
 » trahissait. Ce n'est certes pas une conduite sensée
 » que de suivre la ligne droite, mais en s'y prenant
 » de telle sorte que les efforts que l'on fait ne puis-
 » sent avoir aucun résultat utile. »

Quand Burke écrivait ces lignes remarquables, il y avait un parti dont j'ai déjà parlé, le parti des amis du roi, qui, dans un dessein facile à comprendre, faisait tous ses efforts pour diviser l'opposition, et qui déjà n'y avait pas mal réussi.

A mon sens, les conseils de Burke sont aussi bons, meilleurs peut-être en France qu'en Angleterre ; et il me paraît insensé de croire qu'une guerre de guérillas puisse venir à bout d'une armée bien organisée, bien nourrie, d'une armée qui reçoit tout entière le même mot d'ordre et dont une seule pensée dirige tous les mouvements. Dans l'op-

position, sans doute, les choses ne peuvent pas se passer ainsi. C'est dans des conférences, dans des délibérations en commun que la direction doit être arrêtée, le conseil exécutif choisi, le mot d'ordre donné. Mais, une fois cela fait, l'opposition ne doit pas oublier que, pour vivre, les démocraties n'ont pas moins que les monarchies besoin d'ordre et de discipline.

Est-il vrai d'ailleurs qu'entre les diverses fractions de l'opinion libérale il soit difficile d'arriver, je ne dis pas à un accord complet, mais à une alliance utile et honorable? On en doute quand on lit certains journaux où, dans la vivacité d'une polémique quotidienne, les dissentiments grossissent et s'enveniment. Mais, en Angleterre aussi, les journaux whigs et les journaux radicaux sont souvent en querelle, ce qui n'empêche point le parti whig et le parti radical de marcher d'accord dans le Parlement et dans les élections. Il est d'abord deux fractions de l'opposition libérale, les plus nombreuses, qui, également dévouées aux institutions de 1830, n'ont jamais différencié que sur les circonstances, sur les moyens, sur les personnes. Aujourd'hui, ces différences sont à peu près effacées, et, pendant tout le cours de la dernière session, la bonne entente a été complète. Dans un temps où les institutions se jugent non par le sentiment, mais par la raison, on ne peut attendre que la monarchie constitutionnelle soit, comme fut jadis une autre monarchie, l'objet d'une idolâtrie aveugle et d'un culte intolérant. Il est donc

possible qu'à gauche et au centre gauche, tout le monde ne voie pas dans cette forme de gouvernement la forme définitive des gouvernements libres ni l'idéal éternel des sociétés humaines. Mais, sans contester à l'avenir ses espérances indéfinies, les deux grandes fractions de l'opposition constitutionnelle sont également convaincues que la forme dont il s'agit, favorable au maintien de l'ordre, se prête en outre à tous les développements de la liberté, à toutes les améliorations dont l'organisation sociale est susceptible. Elles veulent donc que l'expérience se fasse sincèrement, complètement, et elles croient qu'ainsi faite l'expérience réussira.

Les radicaux croient le contraire, et, chaque jour, autant du moins que la loi le leur permet, ils essayent d'en dire les motifs. Est-ce pourtant une raison pour qu'ils s'isolent, pour qu'ils se tiennent à l'écart, pour qu'ils fassent obstacle aux efforts de ceux qui, plus confiants qu'eux, regardent la monarchie et le gouvernement représentatif vrai comme parfaitement compatibles? Pour la plupart, les radicaux n'en jugent pas ainsi, et, soit dans le Parlement, soit dans les collèges électoraux, il est rare qu'ils se soient séparés de l'opposition constitutionnelle. Pourquoi s'en sépareraient-ils en effet? Les radicaux pensent, avec certains royalistes, que, dans une société démocratique comme la société française, le pouvoir royal et le pouvoir parlementaire ne peuvent exister à la fois, et que l'un doit nécessairement tuer l'autre; ils pensent, dès lors, que la monar-

chie constitutionnelle doit périr, non par les tentatives violentes de ses ennemis, mais par ses propres fautes, par ses propres imperfections, par ses propres impossibilités. Les constitutionnels nient qu'il en soit ainsi et soutiennent que, sans dépouiller le pouvoir royal de ses justes prérogatives, le pouvoir parlementaire, une fois établi, une fois constitué, peut très-bien prendre sa place et se faire respecter. Il y a là, entre les constitutionnels et les radicaux, une question dont l'avenir seul est juge. Mais, pour qu'elle puisse se juger, il est une condition préliminaire : c'est que le pouvoir royal n'absorbe pas le pouvoir parlementaire, et que celui-ci se ranime au sein d'une majorité indépendante et libérale. Constitutionnels et radicaux ont donc provisoirement le même intérêt et doivent avoir le même but.

Ce n'est pas sérieusement d'ailleurs qu'on prétend refuser aux oppositions diverses le droit de suspendre leurs querelles quand l'intérêt commun l'exige et de réunir leurs efforts. J'ai fait partie, avec MM. Guizot et Duchâtel, de deux coalitions : celle de 1827, celle de 1839. M. Guizot oserait-il dire que, dans le comité dont il était président en 1827, toutes les opinions se renfermassent dans le cercle de la constitution établie, et que MM. Bastide et Cavaignac, ses collègues, eussent pour la forme monarchique beaucoup d'affection et de respect ? Oserait-il dire qu'en 1839, quand il donnait une main à M. Berryer, l'autre à M. Garnier-Pagès, il leur communiquât, par le seul contact, l'amour de la dynastie et des institu-

tions actuelles? Oserait-il dire que, dans ces deux graves épisodes de sa vie politique, il ne sût pas qu'il s'associait à des hommes, à des partis dont les vœux n'étaient pas ses vœux, dont le but était fort au delà de son but? A mon sens, en 1839 comme en 1827, MM. Guizot et Duchâtel avaient raison. En 1839 comme en 1827, ils savaient que la dynastie avait plus à craindre ses amis que ses ennemis, ses flatteurs que ses détracteurs, et que les institutions menaçaient ruine au sommet plutôt qu'à la base. En hommes sensés et prévoyants, ils allaient au plus pressé, et s'alliaient à qui voulait défendre avec eux la constitution menacée. Quand, de 1831 à 1835, l'émeute grondait dans la rue, je ne sache pas qu'on demandât à ceux qui prenaient un fusil pour la combattre s'ils préféraient, au fond de l'âme, la branche aînée à la branche cadette, la forme monarchique à la forme républicaine. Pourquoi le demanderait-on à ceux qui combattent aujourd'hui pour la liberté contre l'oppression, pour la moralité publique contre la corruption, pour la dignité nationale contre l'abaissement systématique? La cause de l'ordre est sans doute une grande et noble cause; celle de la dignité nationale, de la moralité publique, de la liberté n'est pas moins belle et ne mérite pas de moindres sacrifices.

Dans cette Angleterre, que l'on admirait tant, il y a peu de mois, et où l'on était tant admiré, ce sont là des vérités élémentaires. Allez reprocher aux whigs d'avoir les radicaux pour alliés, aux radicaux de

voter avec les whigs , et personne ne vous comprendra. Entre les vrais whigs et les vrais radicaux la distance est pourtant fort grande, puisqu'il ne s'agit de rien moins que de maintenir ou de détruire la vieille constitution du pays. Ici d'ailleurs le présent s'appuie et s'autorise de l'exemple du passé : Pulteney , pour combattre Walpole , s'entendait cordialement avec Wyndham , avec Bolingbroke ; et Shippen lui-même, Shippen, le chef reconnu du parti jacobite , était admis sans difficulté aux conseils de l'opposition.

Tout cela , il faut qu'on le sache , est une pure comédie , une comédie dont ceux-là mêmes qui la jouent sont les premiers à se moquer , une fois rentrés dans la coulisse. Le parti conservateur semble d'ailleurs beaucoup moins rigoriste , beaucoup moins exclusif dans sa conduite que dans son langage ; et l'appui des opinions extrêmes , quand il peut l'obtenir , ne lui paraît nullement à dédaigner. Ne lui a-t-on pas prouvé par des listes authentiques , par des calculs incontestables , qu'il se compose , au moins pour moitié , d'hommes dont la fierté nationale se révoltait quand la France prenait Ancône , dont l'amour de l'ordre sommeillait quand on se battait dans les rues , dont la passion pour la liberté débordait quand la liberté était armée et menaçante , mais dont la fierté nationale s'est calmée , dont l'amour de l'ordre s'est réveillé , dont la passion pour la liberté est rentrée dans son lit , depuis qu'Ancône est rendue , que les rues sont paisibles , que la liberté est vaincue ? Ne lui a-t-on pas démontré qu'il y a dans ses rangs , aujourd'hui

d'hui encore , des hommes qui sont , comme ils le disent eux-mêmes , pour le ministère et contre la dynastie ; des hommes qui servent volontiers le gouvernement actuel , mais qui en serviraient un autre avec beaucoup plus de plaisir ? Ce sont là des conversions , des transactions très-opportunes sans doute , et dont l'opposition est loin de se plaindre. Tout ce que l'opposition demande , c'est , chez ceux qui s'en honorent , chez ceux qui en profitent , un peu plus de modestie et d'indulgence.

Au surplus , à la peine qu'on prend pour empêcher entre elles tout bon accord , les diverses fractions de l'opposition doivent comprendre combien cet accord est nécessaire ; si elles ne le comprennent pas , ou si , le comprenant , elles hésitent encore , elles justifieront tous les reproches qu'on leur adresse , elles mériteront la défaite commune qui les attend.

Ma conclusion , c'est qu'au lieu de s'abandonner au cours des événements et des fantaisies personnelles , l'opposition , dès le début de la législature actuelle , doit adopter un plan de réforme et un plan de conduite dont elle ne dévie point ; c'est que , par sa persévérance et par son bon accord , elle doit relever les courages abattus , déjouer les manœuvres souterraines , comprimer les dissidences artificielles ; c'est enfin qu'elle doit , par tous les moyens dont elle dispose , créer dans chaque département un centre d'activité politique , et faire ainsi parvenir sur tous les points du territoire ses intentions et sa pensée. A ce prix , la lutte légale est possible. Elle cesserait de

l'être, s'il plaisait à l'opposition de rester inactive et divisée.

Je le répète, en terminant cet écrit : le mal est grand ; si grand, que des hommes graves, et dont je respecte l'opinion, doutent qu'il puisse être guéri. Je prie ces hommes de se rappeler que le mal n'était pas moindre, en Angleterre, vers le milieu du dernier siècle, en France, de 1824 à 1827. Dans un journal dont je m'honore d'avoir été un des rédacteurs sous la Restauration, dans le *Globe*, je relisais dernièrement quelques lignes écrites par un de mes amis les plus chers, par le seul avec qui, depuis vingt ans, j'ai eu le bonheur de rester constamment en communauté d'opinion et de sentiments :

« Il n'est rien, écrivait M. de Rémusat, en 1829 ;
» que n'excuse maintenant, même aux yeux de tous
» les partis, la crainte de se compromettre. La crainte
» de ce danger s'avoue sans honte ; la prudence est
» devenue la première vertu ; la timidité même est
» excusée. Une opinion toute pleine de lâcheté s'est
» répandue ; elle a gagné jusqu'aux âmes honnêtes.
» Elle a dit à tous : Ménagez votre position. Triste
» effet de l'ébranlement donné à tous les caractères
» et à toutes les convictions, par quarante années de
» vicissitudes politiques ! Triste effet de cet amollisse-
» ment moral que commencèrent la Terreur et l'Em-
» pire, et que viennent d'achever les préjugés de
» cour et les doctrines jésuitiques ! De là est résulté
» un esprit de servilité dont je ne connais pas d'autre
» exemple, parce qu'il s'allie avec le bon goût et les

» belles manières, avec l'esprit, la vanité, l'honneur
 » même ; c'est un mélange de respect pour la force
 » et pour les convenances ; c'est le produit de l'inté-
 » rêt qui calcule et de la raison qui doute, de la peur
 » qui se ménage et de la médiocrité qui s'humilie !
 » et, chose étrange, un tel avilissement n'a ni l'al-
 » lure, ni la renommée d'un vice. Tout au contraire,
 » on en fait cas, c'est un devoir que le père recom-
 » mande à son fils. L'expérience le prêche à la jeu-
 » nesse ; l'indulgence seule excuse parfois ceux qui
 » y manquent, et le courage a besoin d'apologie et
 » de pardon. »

Deux ans après l'époque où M. de Rémusat tra-
 çait ce triste tableau, la France libérale, ranimée,
 rajeunie, se relevait, se redressait et faisait, dans les
 collèges électoraux, preuve d'intelligence et de cou-
 rage. Cinq ans après, elle en faisait preuve sur la
 place publique, et le gouvernement représentatif,
 corrompu d'abord, puis violemment attaqué, sortait
 vainqueur de la lutte.

Pourquoi, avec de la persévérance, avec de l'ac-
 cord, ne ferions-nous pas aujourd'hui ce qu'ont fait
 l'Angleterre dans le dernier siècle, la France dans
 le siècle actuel ? A côté des âmes basses, que toute
 puissance possède, il est, je le sais, des esprits fai-
 bles, auxquels le succès est nécessaire, et qui, s'il se
 fait trop attendre, se dépitent et se rebutent. Jamais
 de grandes choses ne se sont faites ainsi. Ce qui croît
 vite périt vite, et la nature, dans toutes ses créa-
 tions, mesure le temps à l'importance de l'œuvre. Le

gouvernement représentatif, dans ses conditions normales, est né en 1814 seulement, et ceux qui l'avaient mis au monde ont peu fait pour qu'il grandît et pour qu'il se développât. Il a grandi pourtant, il s'est développé malgré eux, et, en s'échappant de leurs mains, il a fait acte de puissance. Depuis ce moment, il s'agite, il se débat au milieu des tentations, des corruptions qui l'assiègent, et, dans cette lutte stérile et dégradante, ses forces se consomment et s'épuisent. Je crois sincèrement qu'il dépend de nous de les lui rendre.